

10 AOÛT 2015

JUSTICE DE PAIX
DU DISTRICT DE MORGES

Case postale 609
Rue St-Louis 2
1110 Morges

| Visas municipaux | | |
|------------------|---------|------|
| Noms | Date | Visa |
| D. Mosini | 10.8.15 | ✓ |
| R. Burri | | |
| S. Porzi | 10.8.15 | SP |
| B. Regamey | 19.15 | b) |
| C. Tinguely | 23.08 | ✓ |

106.01

Appichage aux
citoyens publics
a.b

JS15.028073

| | | | |
|-------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Copie(s) à | <input type="checkbox"/> Municipalité | <input type="checkbox"/> Conseil | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> AAS | <input type="checkbox"/> OT | <input type="checkbox"/> SEaux | <input type="checkbox"/> SFe |
| <input type="checkbox"/> Bâtiments | <input type="checkbox"/> PRM | <input type="checkbox"/> Secr. mun. | <input checked="" type="checkbox"/> SUP. |
| <input type="checkbox"/> Ecoles | <input type="checkbox"/> SAdmin | <input type="checkbox"/> SEVP | <input type="checkbox"/> |

JUGE DE PAIX DU DISTRICT DE MORGES

Interdiction de stationner

Classement
après lecture

Immeuble sis Chemin de la Moraine 21, 1162 Saint-Prex

Du : 6 août 2015

Vu la requête déposée par Previva, fonds de prévoyance des professionnels du travail social Paudex, représenté par ROSSET IMMOBILIER SA, Avenue de Rumine 37 à 1005 Lausanne,

considérant que la partie requérante établit, par état descriptif conforme au Registre foncier, être propriétaire de l'immeuble situé à Chemin de la Moraine 21, 1162 Saint-Prex (parcelle n° 546 plan feuille 23),

qu'elle souhaite affranchir ce fonds d'une interdiction de stationner dans le but d'en empêcher un usage qu'elle estime abusif,

que les conditions légales sont remplies,

le juge de paix,

appliquant les articles 258 à 260 du Code de procédure civile suisse :

- I. **interdit** à quiconque - ayants droit exceptés - de stationner sur cette propriété, sous peine d'amende selon la loi sur les contraventions;
- II. **autorise** la partie requérante à doter, à ses frais, les endroits et places soumis à réglementation, de panneaux adéquats indiquant le type d'interdiction et mentionnant le texte indiqué sous chiffre I ci-dessus;

III. **d i t** que cette décision sera affichée au pilier public de la Commune de Saint-Prex par l'autorité municipale et sur les lieux mêmes par la partie requérante;

IV. **a r r ê t e** à 200 fr.les frais de la présente décision.



Le juge de paix :

Véronique LOICHAT MIRA


Du même jour

La présente décision est notifiée à la partie requérante.


Elle est communiquée au greffe municipal de la Commune de Saint-Prex en vue d'affichage au pilier public.

La mise à ban peut être contestée par le dépôt d'une opposition au tribunal dans les 30 jours à compter du jour où l'avis est publié et placé sur l'immeuble. Ce délai n'est pas suspendu par les fêtes (art. 145 al. 1 à 3 CPC). L'opposition n'a pas besoin d'être motivée.



Le juge de paix :

Véronique LOICHAT MIRA

Copie certifiée conforme .

L'atteste: 
Le greffier: 